

France: Un premier bilan

Jean Pisani-Ferry (Sciences Po et Hertie School of Governance, Berlin)

CIMB, Genève, 12 décembre 2017

Plan

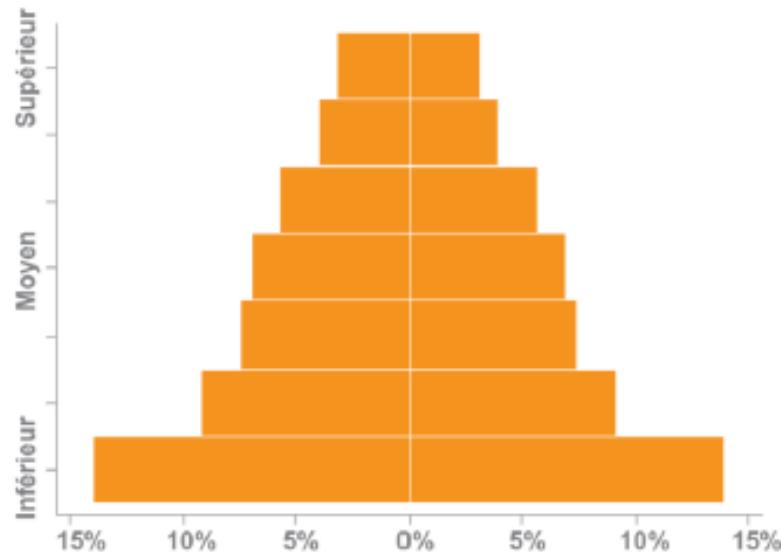
- La France au début 2017
- Beaucoup de réformes, peu de résultats
- Un programme de « transformation »
- Les défis à court terme
- Les défis à plus long terme

La France au début 2017

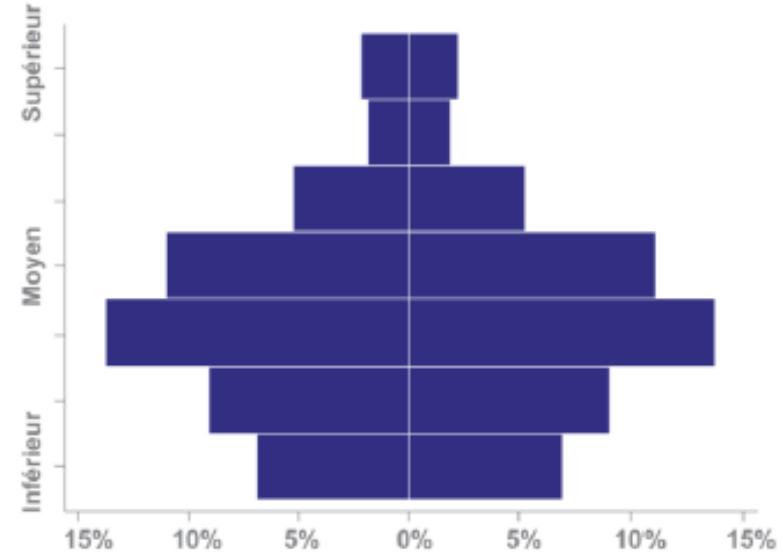
- Performance économique moyenne (en fait dégradation graduelle par rapport à un ensemble de pays comparables): éducation, emploi, R&D, PIB par tête
- Meilleure performance sociale (pauvreté, inégalités, santé..) mais financée par un niveau élevé de prélèvement et une dette croissante
- Insatisfaction marquée des Français
 - Indicateurs subjectifs systématiquement plus mauvais que les statistiques
 - Faible niveau de confiance
- Soutenabilité économique / sociale / politique en question

Exemple : répartition du revenu

Perception



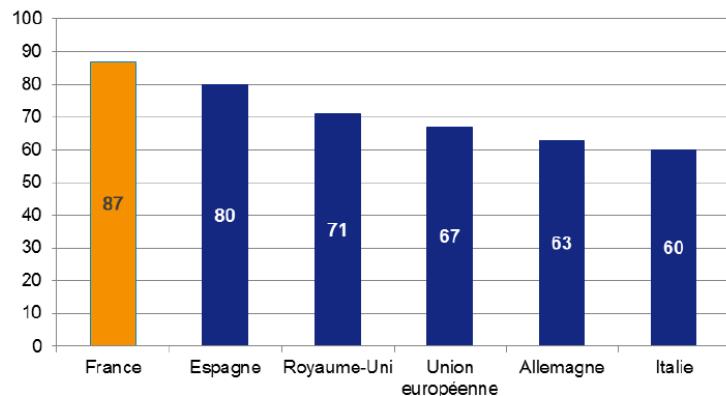
Données



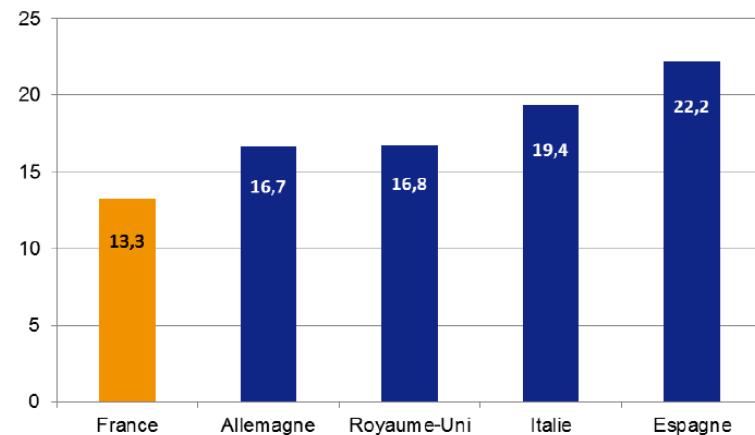
Source : Judith Niehues, based on EU-SILC (2009), International Social Survey Programme, question 14a (2009)

Exemple : pauvreté

Graphique 2 – Part des habitants d'accord avec l'affirmation
« Il peut arriver à n'importe qui de tomber dans la pauvreté au cours de sa vie »
(en pourcentage)



Graphique 6 – Taux de pauvreté par pays calculé au seuil de 60 % du revenu médian
(revenu 2013, en pourcentage)



Des Français pessimistes

« Quand vous pensez à la **situation de la France dans 10 ans**, êtes-vous...? »

« Quand vous pensez à **vos propres situations dans 10 ans**, êtes-vous...? »

	France (%)	Personnel (%)
TOTAL Optimiste	34	53
• Très optimiste	3	9
• Plutôt optimiste	31	44
TOTAL Pessimiste	66	46
• Plutôt pessimiste	40	30
• Très pessimiste	26	16
Ne se prononcent pas	—	1
TOTAL	100	100

Beaucoup de réformes, peu de résultats

Beaucoup de réformes (si..)

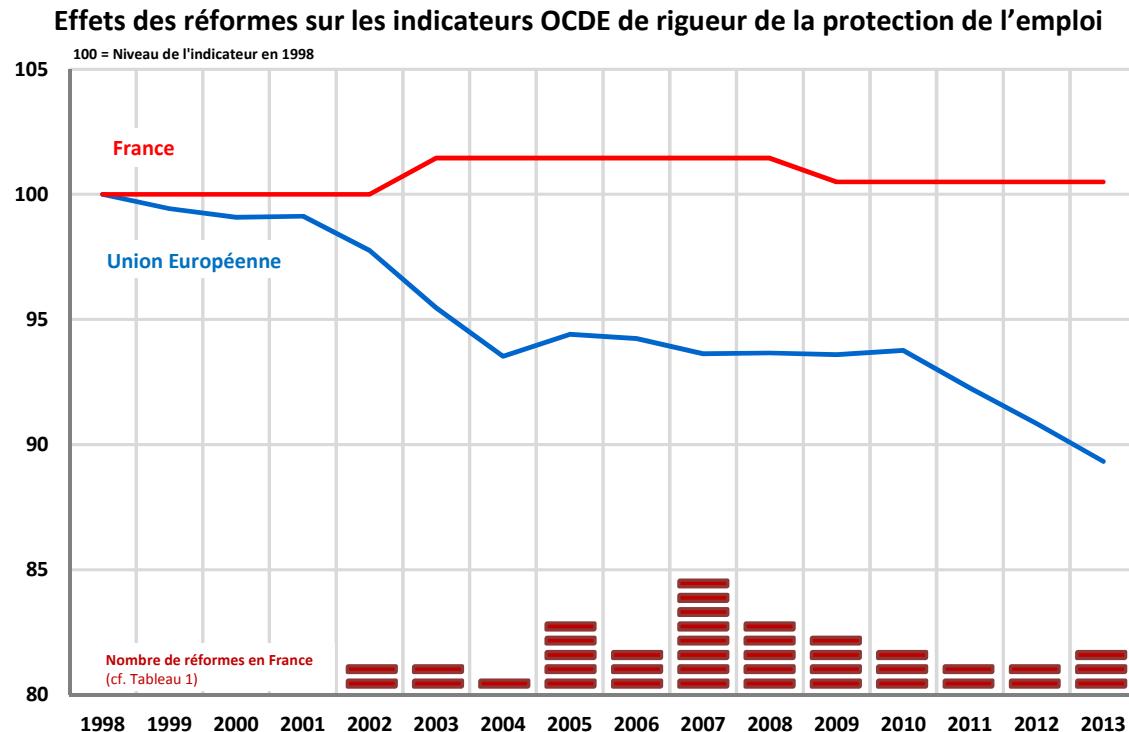
Tradition de réformes partielles

- 5 réformes des retraites en 20 ans
- 3 réformes de la formation professionnelle en 10 ans
- En moyenne 1 réforme du marché du travail par trimestre depuis 2002

Résultat:

- Faible efficacité
- Instabilité des règles
- Insécurité

Exemple : activisme réformateur et inertie du marché du travail



Source : OCDE, calculs de l'auteur. L'indicateur construit ici est une moyenne simple des deux indicateurs OCDE sur la rigueur des licenciements individuels et collectifs, et des CDD. L'Union Européenne est la moyenne simple des 16 pays pour lesquels les indicateurs sont disponibles sur cette période.

Source: B. Coquet

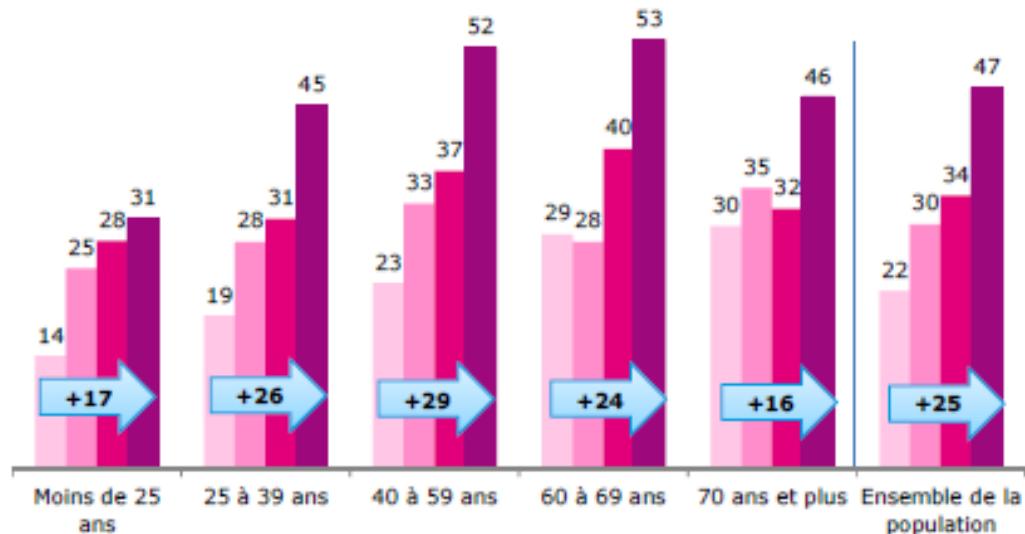
Exemple : confiance en la retraite par répartition

Graphique 24 – Proportion de personnes s'inquiétant du financement des retraites

Cumul des deux réponses (en %)

Selon l'âge, évolutions 1995-2014

Janv. 1995 Janv. 2006 Janv. 2008 Juin 2015



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Un programme de « transformation »

« Libérer et protéger »

	« Libérer »	« Protéger »
Marché du travail	Décentralisation	Formation professionnelle
Marchés des produits	Entrée	Assurance-chômage universelle
Retraites	Système universel	
École	Autonomie des établissements	Dédoublement des classes en milieu défavorisé

Enjeux

- *Acceptabilité de réformes ambitieuses*
- *Masse critique pour une transformation*
- *Marges de manœuvre budgétaires*
- *Équité*

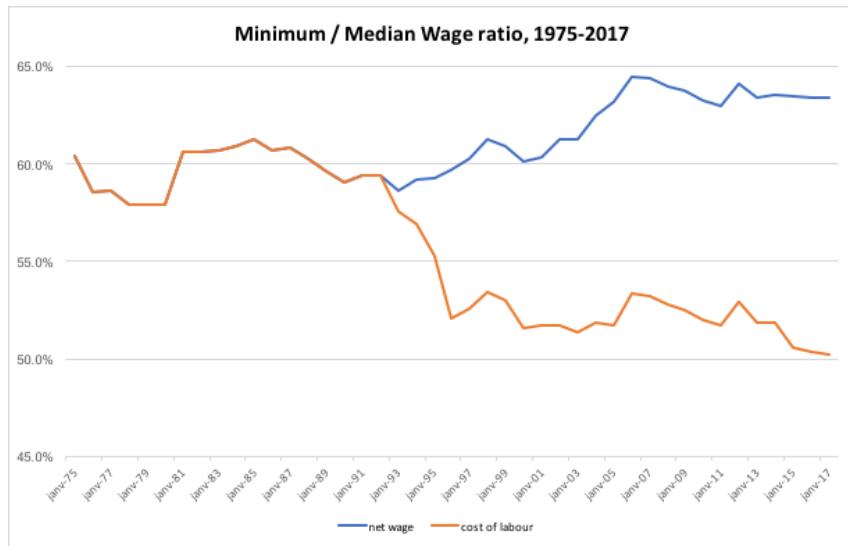
(1) Marché du travail

Principaux traits :

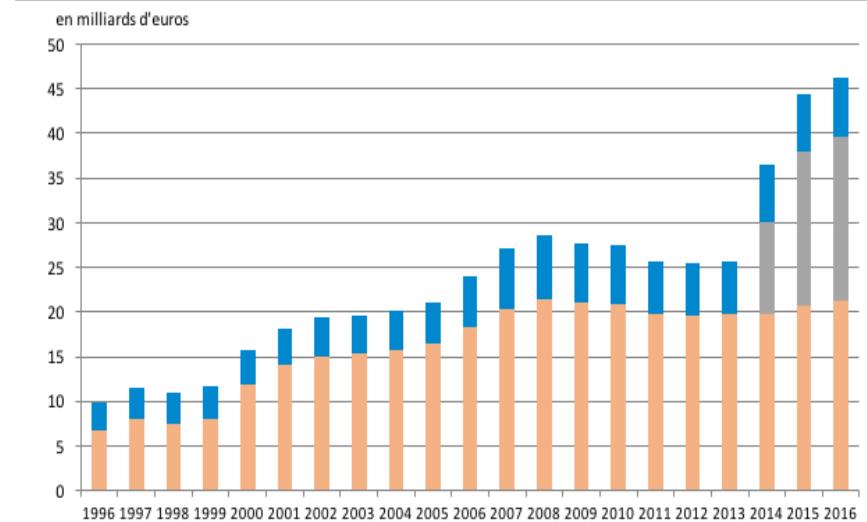
- Déséquilibre du marché du travail peu qualifié
 - Offre importante de travail peu qualifié (20% secondaire court ou plus faible; 10% en Pologne)
 - Salaire minimum relativement élevé au regard du salaires médian, doublement indexé
 - Forte incidence du salaire minimum (11% des salariés au Smic, contre 2% aux US; 50% en-dessous de 1,5 Smic)
 - Fort chômage des peu qualifiés
- Marché très réglementé
 - Protection de l'emploi et imprévisibilité des coûts de licenciement
 - Faible densité syndicale, forte couverture des accords collectifs (« extension ») : 60.000 minima salariaux
- Assurance-chômage relativement généreuse (niveau/durée/conditionnalité)

Salaire minimum : une politique efficace.. et coûteuse

Ratio Smic / salaire médian



Coût (statique) des allégements



Source : DARES

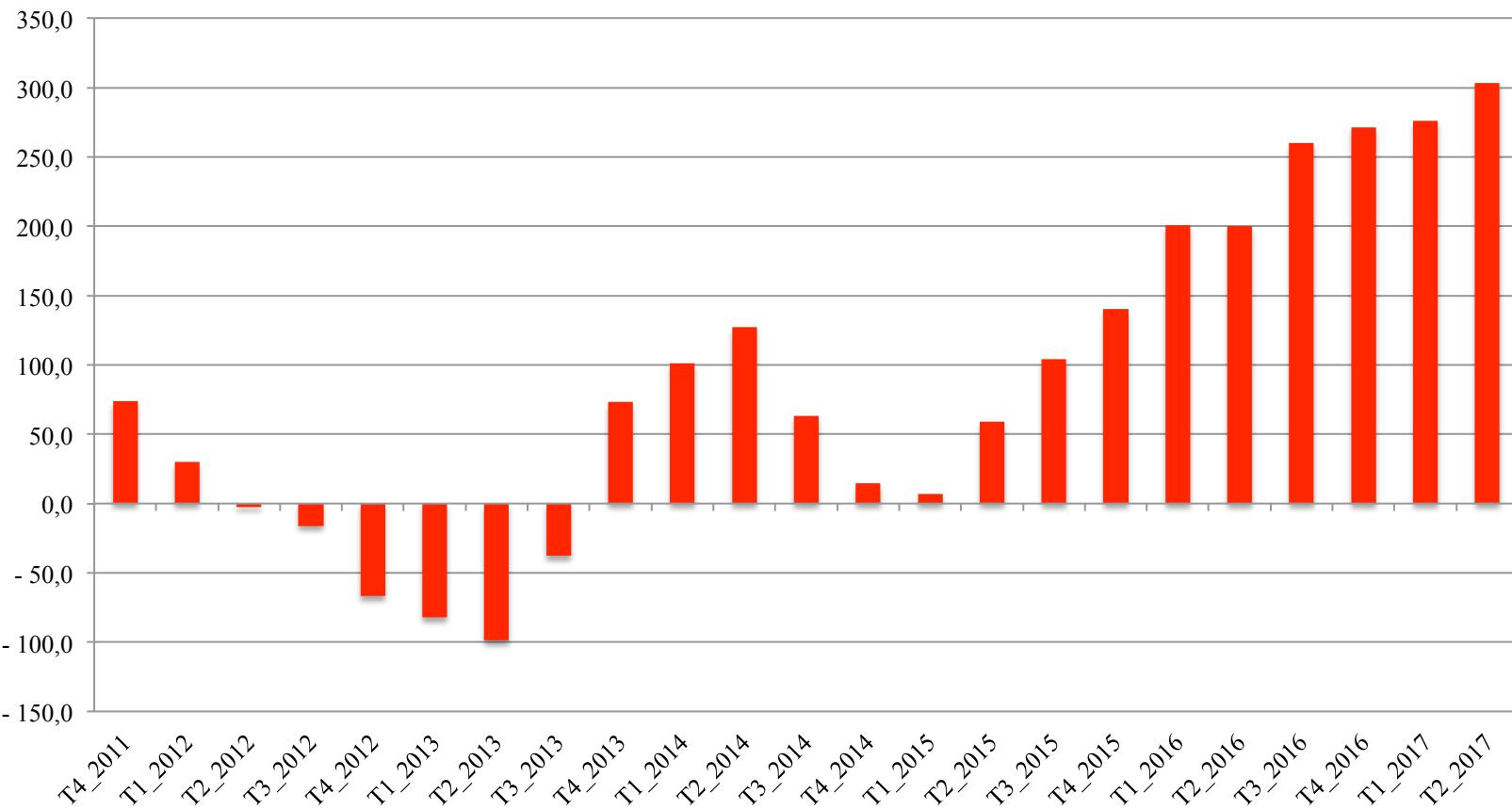
Les réformes

Réformes

- Dédoublement des classes en zone défavorisée (2017)
- *Pérennisation et recentrage des allégements bas salaires (2019)*
- 15Mds sur les compétences (2018-22)
- Plancher/plafond pour les indemnités de licenciement (2017)
- Décentralisation de la négociation salariale (2017)
- Simplification de la réglementation SME (2017)
- *Assurance-chômage universelle et conditionnelle (2018)*
- *Bonus-malus sur l'emploi précaire (2018)*
- *Réforme de la formation professionnelle (2018)*

Une conjoncture favorable à des mesures fortes

Évolution trimestrielle de l'emploi (glissement annuel)



Source : DARES

(2) Mesures fiscales

- Une fiscalité du capital lourde aboutissant à des taux d'imposition parfois supérieurs à 100%
- Fortes distorsions
 - Propriété immobilière & assurance-vie / autres actifs
 - Nombreuses niches fiscales

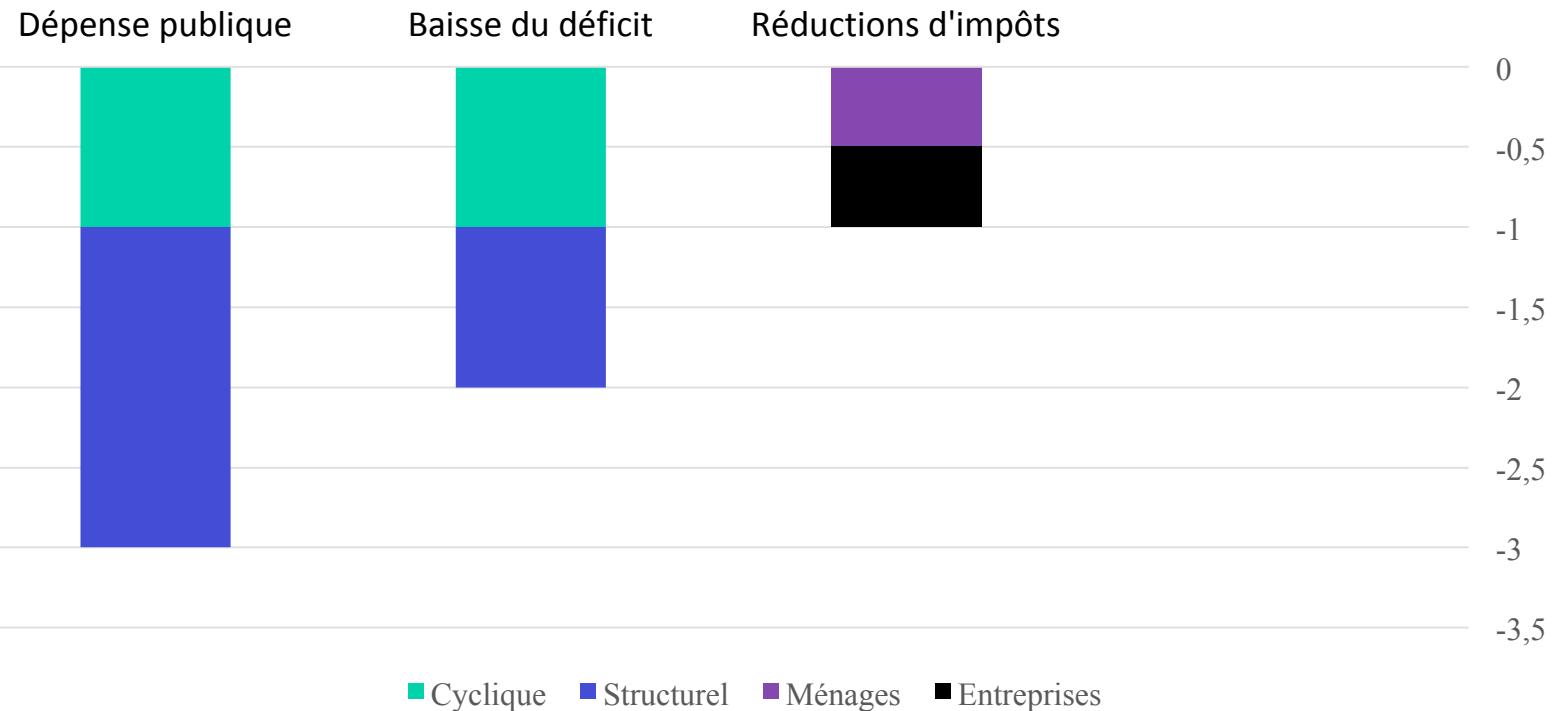
Agenda

- Elimination de l'ISF sur le capital financier
- Prélèvement forfaitaire unique au standard européen de 30%
- Mesures distributives
 - Taxe d'habitation
 - Prime d'activité

(3) L'enjeu budgétaire

Le programme budgétaire

Évolutions programmées en pourcentage du PIB, 2017-2022



Les défis immédiats

- Effets graduels des réformes
 - Marché du travail
 - Fiscalité du capital
 - Formation initiale et professionnelle
- Logique économique : d'abord les réformes, puis l'ajustement budgétaire
 - Macro (demande)
 - Équité
 - Identification
- MAIS
 - Faible crédibilité budgétaire
 - Volonté d'être entendu en Europe

Défi 1 : impact

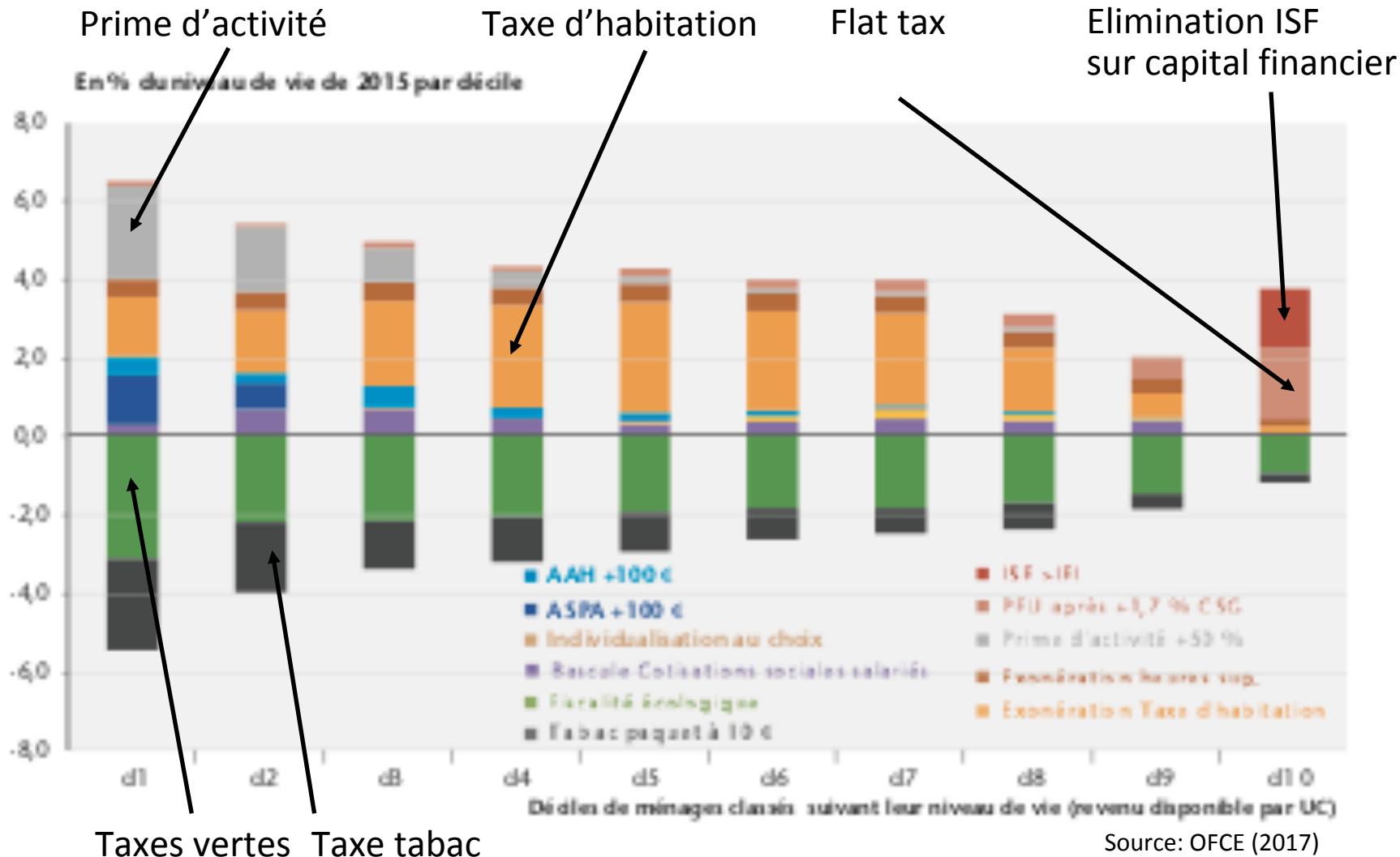
Orientation budgétaire 2018 :

- Faible réduction du déficit structurel (0,1 point)
- Mais effet de composition
- Probablement adéquat

Question de l'identification de l'effet des réformes

Défi 2 : équité

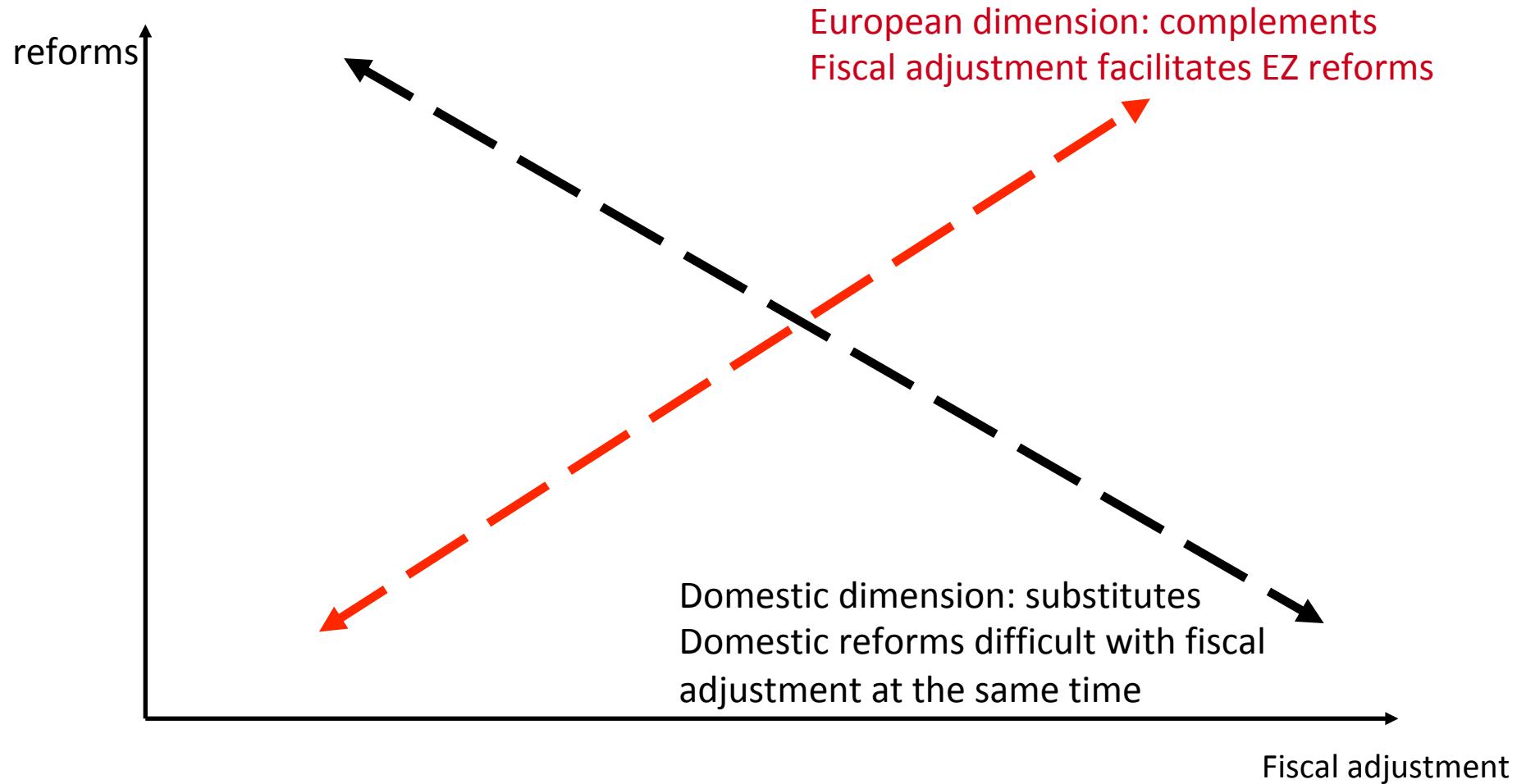
Effet distributifs du programme (statique)



Effets distributifs de la politique budgétaire : Répartition dans le temps

Hauts revenus	Classe moyenne	Classes populaires	Retraités
Flat tax sur le revenu du capital Elimination de l'ISF sur les actifs financiers	Baisse des cotisations sociales salariés <i>Réduction de la taxe d'habitation</i>	Baisse des cotisations sociales salariés <i>Hausse de la prime d'activité</i>	
	<i>Taxes vertes</i>	<i>Taxes vertes</i> <i>Taxe tabac</i>	Hausse de la CSG

Défi 3 : sequencing

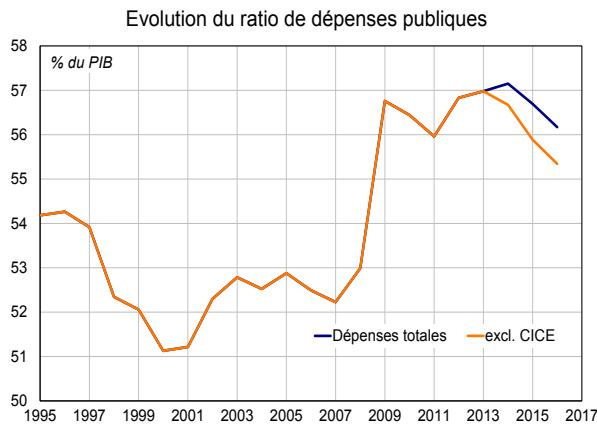


Les défis de plus long terme

- Dépense publique
 - Essentiel pour créer de l'espace budgétaire
- Réforme européenne
 - Essentiel à la crédibilité de la stratégie
- Équilibre territorial
 - Essentiel politiquement

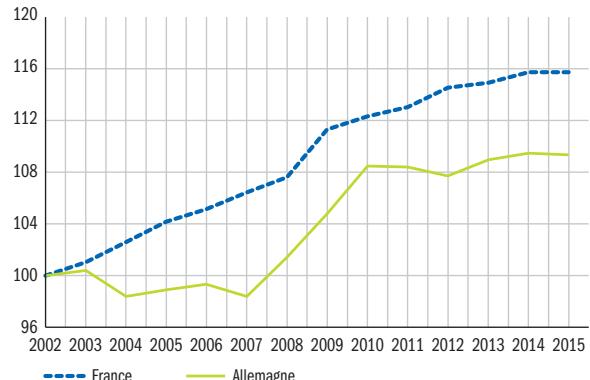
Dépense publique

- Dépense élevée et en augmentation



G1 Évolution en volume^{a)} des dépenses publiques par habitant en France et en Allemagne

(indice 100 = 2002)

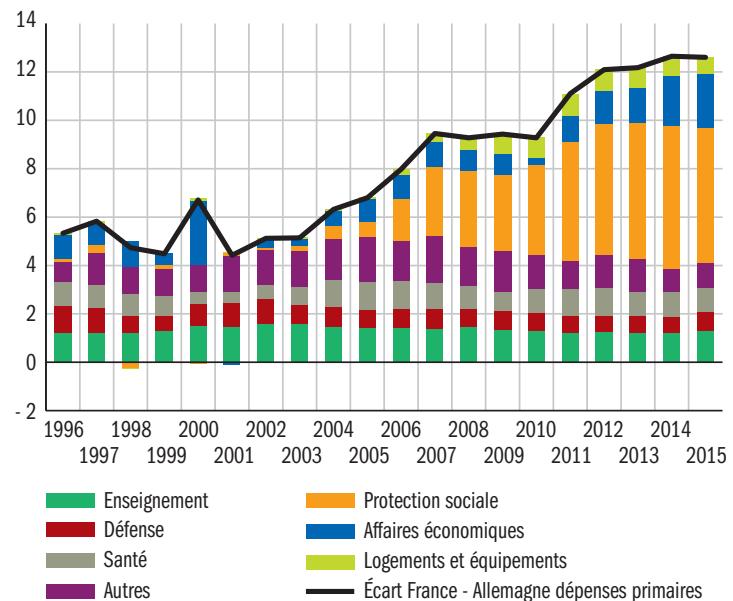


a) Déflaté par le déflateur du PIB

Sources : Eurostat, calculs des auteurs.

G3 Décomposition par fonction de l'écart du ratio dépenses publiques primaires sur PIB en France et en Allemagne

(en % du PIB)



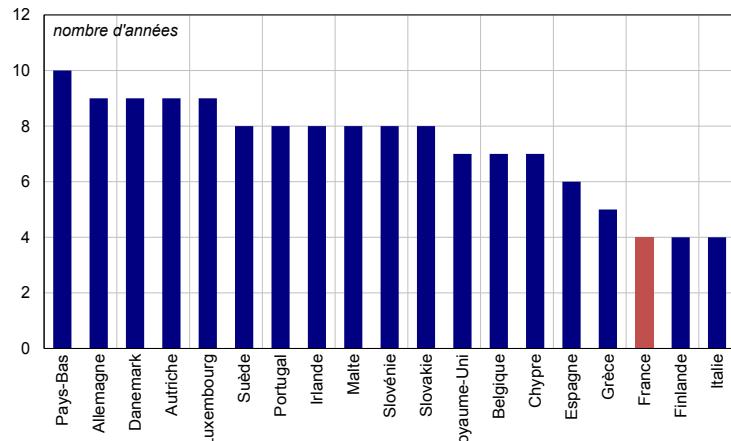
Sources : Eurostat, calculs des auteurs

Source : Banque de France

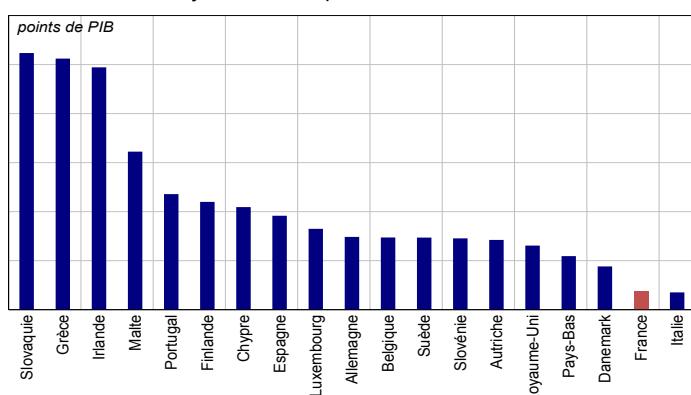
Dépense publique (2)

- Dépense rigide

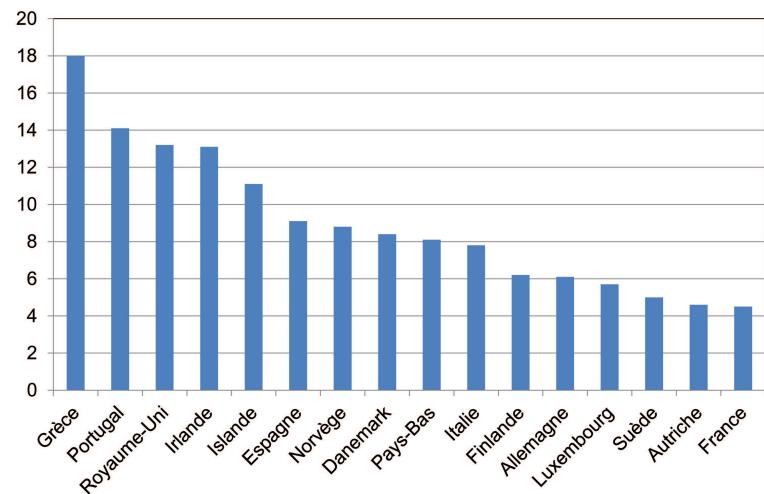
Nombre d'années de baisse des dépenses, 2000-2016



Baisse moyenne des dépenses, années de baisse



Indicateur de sélectivité dans l'évolution de la dépense publique



Source : Calculs France Stratégie, à partir des données Eurostat

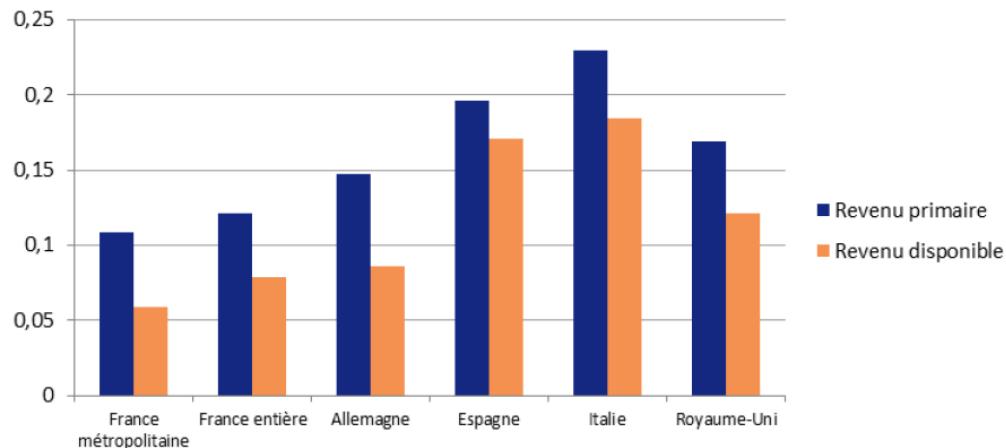
Source: France Stratégie

Réforme européenne

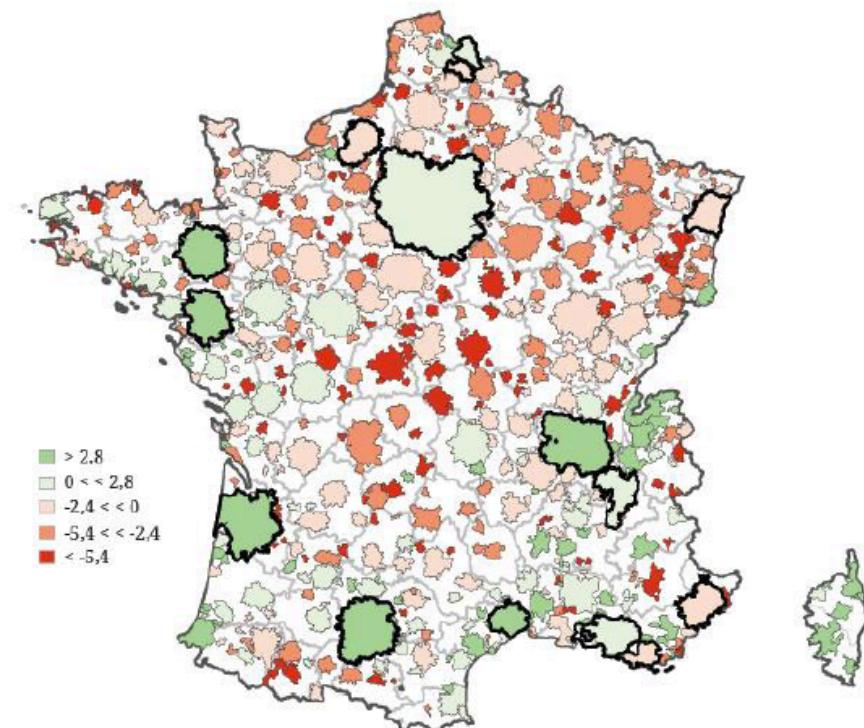
- Identification très forte comme porteur de propositions européennes
- Implications internes
 - Micro
 - Macrobudgétaires
- Quel résultat possible ?
 - UE
 - Zone euro
 - Mondialisation

Équilibre territorial

Graphique 22 – Écart type du revenu primaire et du revenu disponible par habitant selon la région (par rapport à la moyenne nationale)

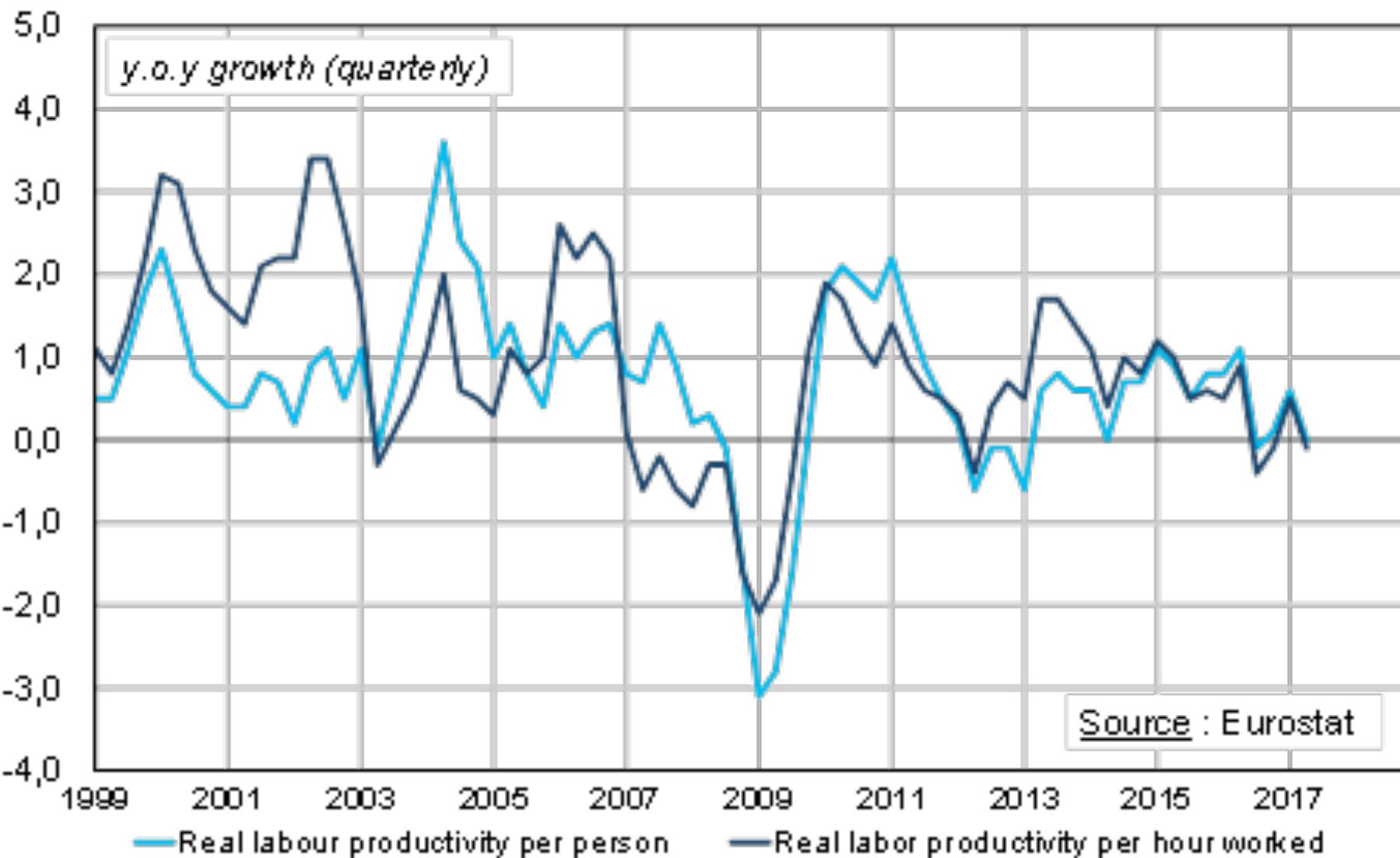


Carte 1 – Évolution de la population en emploi de 15 à 64 ans par aire urbaine de résidence, de 2008 à 2013



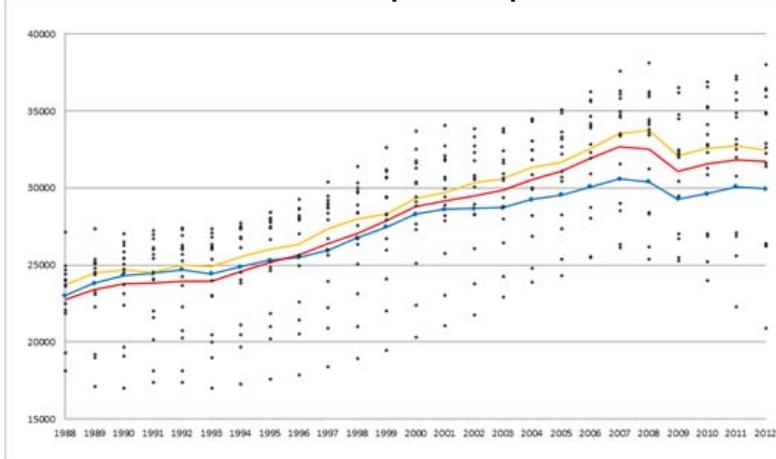
Spares

France : real labour productivity growth (total economy)

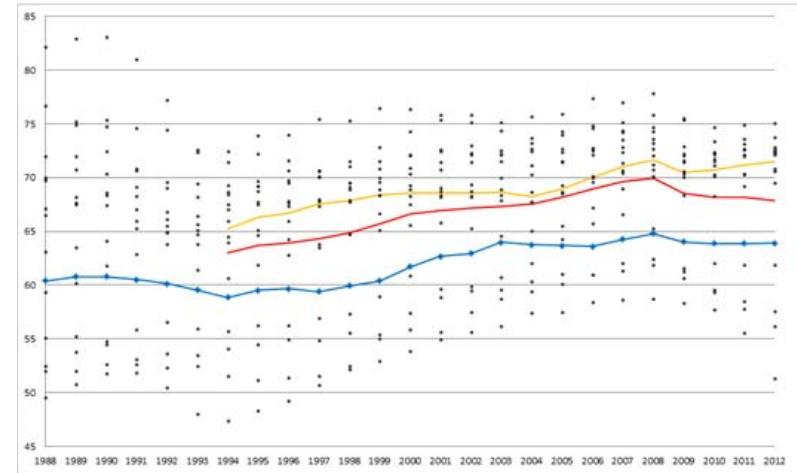


International comparisons

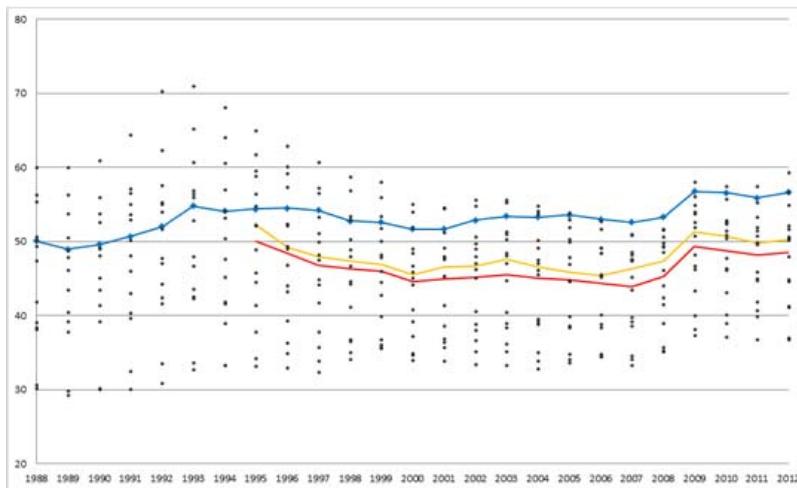
GDP per capita



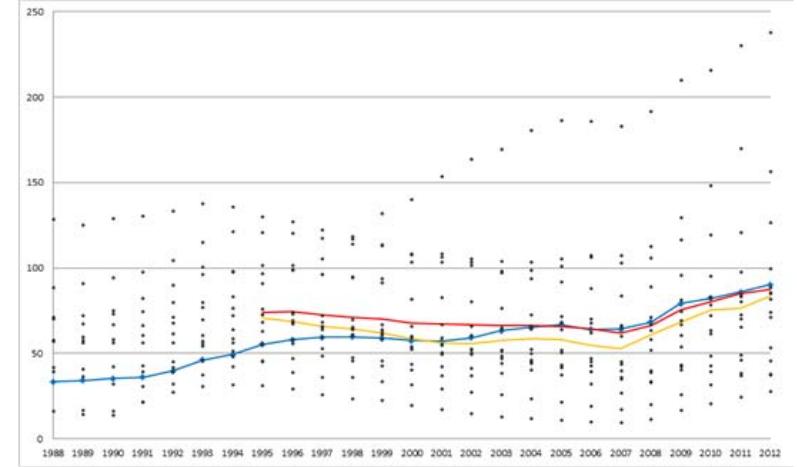
Employment rate



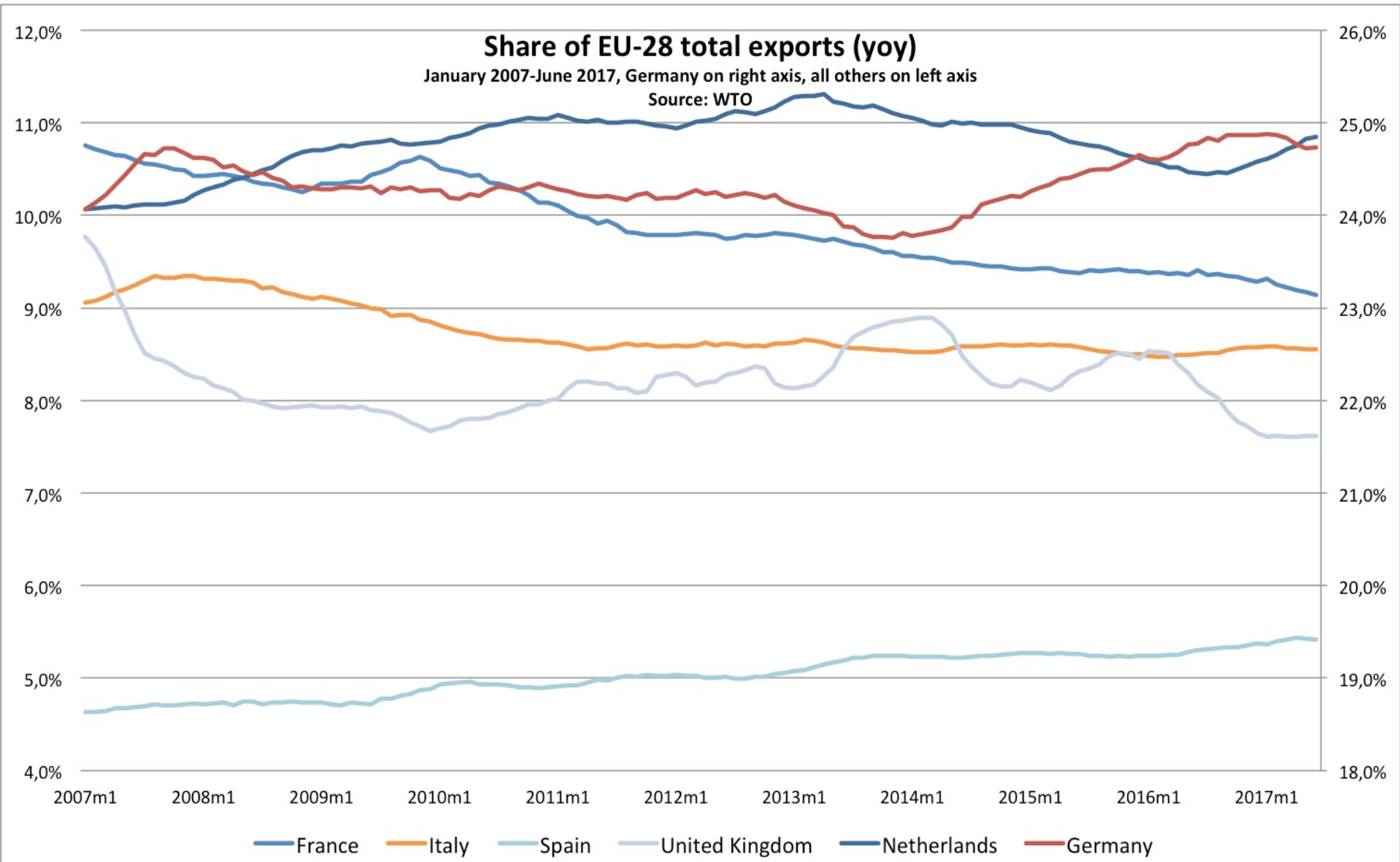
Public spending ratio



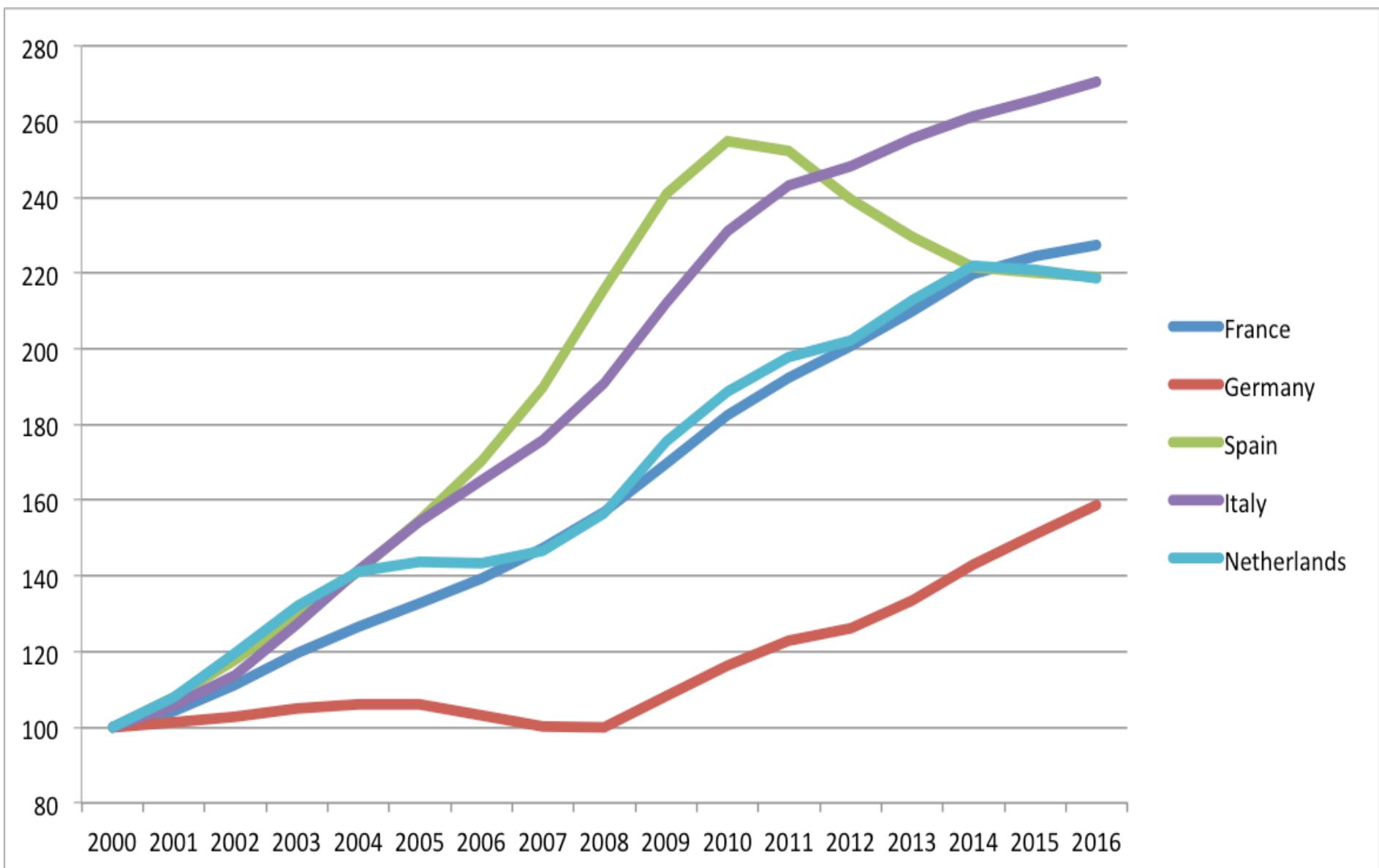
Debt ratio



Competitiveness issues



Competitiveness issues



Poor export performance

- Not the result of :
 - Poor geographic or sectoral specialisation
 - Insufficient exporter support
 - Under-representation of SMEs in exports
 - credit constraints
- Caused by low “quality/price ratio” for French products on average
 - During the 2000s: loss in cost competitiveness with higher growth in unit labour costs (/Germany)
 - loss of market shares + fall of profit margins of exporters (from 46% in 1995-1998 to 33% in 2002-2007)
 - After 2009: loss in non cost competitiveness



Policy challenge

- Cost competitiveness/ short term:
 - militates for concentrating social charge reductions to reduce labor costs on low wage and low skill workers (against misguided industrial lobby in favor of general reductions in labor costs – see debate on CICE)
 - change in wage negotiations (labor market reform)
- Non cost competitiveness / long term:
 - Education, professional training reforms
 - Labour market reforms: more flexibility to rearrange time and work conditions (more mobility on the labor market and better quality of matching between workers and employers)

